

Congrès AFSP Paris 2013

Section 63 – Les frontières de la communauté libérale

Nathalie Schmidt, Sciences Po Paris, nathalie.schmidt@sciences-po.org

Des identités et des cultures, on ne discute pas ! Réflexions sur la reconnaissance forcée, le *politiquement correct* et les limites du dialogue libéral.

La liberté d'expression est constitutive de toute communauté libérale. Idéalement, elle n'y est pas seulement respectée en tant que droit individuel, mais encouragée comme prérequis au bon fonctionnement de la collectivité. Puisque le pluralisme des sociétés libérales rend tout accord spontané sur le bien commun impossible, le dialogue informé constitue, en effet, la seule manière de prendre des décisions raisonnables afin de réguler la vie commune. La libre circulation des idées s'avère ainsi primordiale. En principe, c'est le laissez-faire qui règne sur le marché des idées des communautés libérales.

Dans la réalité, la liberté d'expression est soumise à des restrictions, notamment pour empêcher que la liberté d'une personne ne porte atteinte à l'intégrité d'une autre. Pour être inclus et entendu dans la communauté libérale, il ne suffit pas de respecter les procédures formelles des institutions démocratiques ; il faut également faire attention au contenu de ses allégations. Si la communauté libérale se veut tolérante, elle ne tolère pas les déclarations antisémites, racistes, sexistes et homophobes. Celui qui les utilise, s'exclut du dialogue - non pas tant parce qu'il avoue, par ses propos, qu'il ne croit pas à la culture libérale, mais parce que son hostilité à la différence met en cause le dialogue même d'une société pluraliste. En effet, les droits à la différence et à la parole sont vidés de leur sens dans un environnement où règnent le harcèlement et la violence verbale. Le respect réciproque est une condition indispensable à toute entente sans contrainte.

Il est donc nécessaire de trouver un équilibre entre liberté d'expression et respect des identités afin de commencer le débat. Or, parfois le respect des identités clôt la discussion ou l'interrompt, et ceci, parce que tout sujet prétend avoir le monopole sur son identité et ses implications ; il en définit les contours, les contenus et les besoins. Cela peut devenir un problème pour le dialogue libéral lorsque l'identité remplace les arguments. « It's a black thang, you wouldn't understand » – impossible, pour un blanc, de réfuter un tel 'argument.' Le respect des identités, ou l'exigence de reconnaissance, représente donc, selon le cas, une condition ou un obstacle au dialogue libéral.

Pour examiner comment le respect des identités compromet non seulement la liberté d'expression des intolérants mais aussi, parfois, les délibérations sur le bien commun, nous nous pencherons sur l'influence du *politiquement correct* sur le débat public outre-Atlantique. Nous essaierons de dessiner un tableau sinon objectif, au moins nuancé de ce phénomène controversé en présentant ses deux visages : ses intentions libérales d'un côté, ses effets antilibéraux de l'autre. Ces derniers comprennent non seulement la restriction des expressions choquantes, offensives ou dévalorisantes, mais aussi les murs identitaires que la reconnaissance des différences est susceptible de dresser entre les communautés états-uniennes. Si le respect des différences, exigé par la PC, permet d'ouvrir le débat aux voix marginalisées et aux critiques du statu quo, les dérives essentialistes et séparatistes auxquelles elle a donné lieu ne s'accordent pas avec les présupposés d'un dialogue ouvert.

Political correctness – la résurgence d’un phénomène controversé

PC is actually a somewhat vague term without a specific definition. It generally is used to refer to a broad range of topics related to race, gender, and minority status. On college campuses, the primary issues have been the implementation of culturally diverse curricula and efforts to eliminate racist and sexist speech and behavior.¹

In its various manifestations, political correctness undoubtedly inculcates a sense of obligation or conformity in areas which should be matters of choice. [...] There is an antithesis at the core of political correctness, since it is liberal in its aims but often illiberal in its practices: hence it generates contradictions like *positive discrimination* and *liberal orthodoxy*.²

Any discussion of political correctness necessarily involves its inseparable obverse, political incorrectness [...].³

«[She] is brilliant and she is dedicated and she is tough, and she is exactly what you’d want in anybody who is administering the law, and making sure that everybody is getting a fair shake. She also happens to be by far the best-looking attorney general in the country — Kamala Harris is here». ⁴ Censés faire l’éloge de la ministre de la Justice de la Californie, ces propos de Barack Obama, prononcés en avril dernier lors d’une réunion de levée de fonds en Californie, ont instantanément suscité une vague d’indignation dans les médias libéraux des États-Unis. Comment le président du pays, modèle pour des milliers d’Américains et habituellement si bien versé dans les questions de discrimination et d’égalité des chances, a-t-il pu commettre un tel faux-pas ? Il offrirait un exemple scandaleux en mêlant, dans ses remarques, apparence et qualifications professionnelles. Un des obstacles majeurs de l’égalité des chances des femmes et des hommes dans le monde du travail serait en effet la tendance, toujours répandue, d’évaluer les premières en fonction de leur physique, au lieu de les juger selon leurs mérites. Pour éviter de telles gaffes dans le futur, Obama aurait besoin d’être sensibilisé sur la situation des femmes dans le monde du travail – « Obama [is] in need of gender-sensitivity training », selon Jonathan Chait.⁵ Ce journaliste du *New Yorker Magazine* n’est pas le seul à avoir été alarmé par le soi-disant « sexisme bénin »⁶ du président.

Le débat rallumé sur l’égalité hommes-femmes et le demi-tour du président Obama – quelques heures après la réunion, il a présenté ses excuses à la Ministre pour ses commentaires ‘inappropriés’ – témoignent de la vitalité et de l’efficacité d’un phénomène qui a vu le jour sur les campus nord-américains des années 1990s et qui a depuis envahi une grande partie de la sphère publique, aux États-Unis et ailleurs : la *political correctness* (PC). Autrefois utilisée de manière ironique par les militants de gauche pour étiqueter ceux parmi eux qui se conformaient résolument à la ligne du parti en faisant excessivement attention à

¹ Jeff Grabmeier cité par Viola Schenz, *Political Correctness: eine Bewegung erobert Amerika*, Frankfurt am Main, P. Lang, 1994, pp. 23-24.

² Geoffrey I. Hughes, *Political correctness: a history of semantics and culture*, Oxford, Wiley-Blackwell, 2010, p. 4.

³ Ibid.

⁴ Saenz L. Arlette, « Obama Calls Californian Kamala Harris ‘Best Looking’ Attorney General », *ABC News*, April 6, 2013.

⁵ Jonathan Chait, « Obama in Need of Gender Sensitivity Training », *New York Magazine*, April 4, 2013.

⁶ Sexisme bénin : c’est ainsi que Patricia Bellasalma, présidente de l’Organisation Nationale de la Californie pour les Femmes, qualifie les commentaires sexistes exprimés sous forme de compliments (« Obama calls Kamala Harris 'best looking attorney general' », *KCRA 3 News*, April 4, 2013).

l'utilisation d'une terminologie *politiquement correcte*,⁷ cette notion fut ensuite saisie par les néo-conservateurs⁸ pour dénoncer une nouvelle forme d'orthodoxie libérale concernant le traitement des identités assignées telles que la race, le genre et l'orientation sexuelle. Issue des politiques identitaires des années 1970s,⁹ cette doctrine aurait gagné en influence depuis la disparition de l'Union soviétique.

Les ambitions multiculturelles de la PC : la redistribution de la reconnaissance sociale

Certains auteurs tentent en effet d'établir un lien causal entre l'effondrement du socialisme réel au niveau global et l'avènement d'une gauche postmarxiste aux États-Unis.¹⁰ Selon Robert Hughes, un des auteurs conservateurs dont les livres ont contribué à déclencher le débat public sur les excès de la PC, « [l]e marxisme est passé par les feux de sa propre dissolution pour renaître sous la forme d'un 'héros aux multiples visages' – le multiculturalisme ». ¹¹ Ce ne seraient donc plus les inégalités matérielles basées sur la classe qui constitueraient le facteur mobilisateur principal de la gauche contemporaine américaine, mais les injustices liées à la marginalisation des cultures minoritaires par l'hégémonie d'une culture majoritairement masculine, blanche, hétérosexuelle, élitaire et eurocentriste. Les nationalistes noirs et les Afro-centristes, les féministes radicales, les militants de la libération gay: tous ces groupes sociaux et leurs alliés du parti Démocrate luttent, en effet, non (seulement) pour une redistribution des richesses matérielles, mais (aussi) pour une démocratisation de la culture,¹² démocratisation qui suppose une redistribution de la reconnaissance.¹³ Autrement dit, ils revendiquent le respect de toutes les identités et de toutes les cultures.

S'il paraît impossible de légiférer une attitude morale qui relève du domaine privé et personnel, les défenseurs de la PC argumentent qu'il est nécessaire de promouvoir cette disposition intérieure dans certaines sphères, notamment dans les institutions dont le bon fonctionnement présuppose la communication et la collaboration sur un pied d'égalité, parmi elles les assemblées politiques, les entreprises, les forces armées et autres lieux de travail.

⁷ Cf. Valerie L. Scatamburlo, *Soldiers of misfortune: the new right's culture war and the politics of political correctness*, New York, Peter Lang Publishing, 1998, p. xiv, pp. 26-27.

⁸ Cf. Allan D. Bloom, *The closing of the American mind*, New York, Simon and Schuster, 1988; Dinesh D'Souza, *Illiberal education: the politics of race and sex on campus*, New York, Free Press, 1991; Roger Kimball, *Tenured radicals: how politics has corrupted our higher education*, New York, Harper and Row, 1990; Charles J. Sykes, *A nation of victims: the decay of the American character*, New York, St. Martin's Press, 1992 (auteurs conservateurs dont les publications ont ouvert le débat public sur la PC).

⁹ Ce qui caractérise les politiques identitaires c'est entre autres l'affirmation des identités particulières dans l'espace public ainsi que la croyance que les besoins, les intérêts et les points de vue des individus sont influencés, voir déterminés, par la position qu'ils occupent dans l'espace social et culturel.

¹⁰ Cf. Viola Schenz, op. cité, pp. 102-103.

¹¹ Robert Hughes cité par Viola Schenz, op. cité, p. 104 (texte original en anglais ; notre traduction).

¹² S'appuyant sur les réflexions de Karl Mannheim, Jung Min Choi et John W. Murphy, deux partisans de la PC, affirment que la démocratie ne peut fonctionner sans la démocratisation de la culture (*The politics and philosophy of political correctness*, Westport, CT, Praeger, 1992, p. 126).

¹³ Cette redéfinition des priorités de la gauche a été critiquée par les opposants néo-conservateurs de la PC qui lamentent la préoccupation excessive avec la culture et le symbolique au détriment des enjeux 'réels', c'est-à-dire matériels, de la société tels que la pauvreté, l'usage et la vente des drogues, la criminalité et l'insécurité qui en résulte (cf. Robert Hughes, *Culture of complaint: the fraying of America*, New York, Oxford University Press, 1993). Sur la relation entre redistribution et reconnaissance voir l'échange philosophique entre Nancy Fraser et Axel Honneth (*Redistribution or recognition ?* London, Verso, 2001). Sur l'émergence des politiques identitaires (une forme particulière de l'exigence de reconnaissance) et le risque des effets idéologiques et de 'fausse conscience' de la reconnaissance publique (c'est-à-dire l'idée que la reconnaissance rend docile sans nécessairement améliorer le sort des individus concernés) voir Axel Honneth, *La société du mépris : vers une nouvelle théorie critique* (éd. par Olivier Voirol, Paris, La Découverte, 2006, pp. 245-250).

Dans l'univers académique, la discrimination positive en faveur des minorités, la diversification des canons académiques de l'histoire, de la littérature et de l'art, les formations à la sensibilité envers les minorités ainsi que l'interdiction des discours de haine témoignent d'un effort, de la part de nombreuses administrations universitaires, non seulement d'augmenter la présence des minorités sur les campus, mais aussi de former et réguler conduites, paroles et pensées de l'ensemble des étudiants et du corps enseignant afin de leur garantir un environnement accueillant, exempt d'intimidations, d'incompréhensions et de méconnaissance.

Ces initiatives de réforme sont censées réparer les injustices du passé et apporter des corrections indispensables à la coexistence harmonieuse des différentes communautés américaines. Charles V. Willie, professeur d'éducation à Harvard, affirme ainsi que ce serait non pas le *politiquement correct*, mais le *politiquement incorrect* qui aurait nui à la nation. Il serait temps que les Américains apprennent à utiliser des « termes respectueux, empathiques et corrects » pour se parler.¹⁴ Cette volonté de promouvoir, voire de légiférer une culture de respect, notamment à l'intérieur des universités et des collèges, a fait l'objet de critiques virulentes. Elle aurait amené la gauche américaine à violer les principes libéraux les plus fondamentaux : en brouillant les frontières entre espace public et espace privé, la PC serait tombée dans le totalitarisme¹⁵ ; en limitant la liberté d'expression des uns pour garantir l'intégrité des autres, elle aurait établi une orthodoxie libérale ; en traitant les uns comme étant plus égaux que les autres,¹⁶ elle tenterait de compenser les torts du passé par de nouvelles injustices.

Les origines de la PC : les politiques identitaires et la radicalisation des libéraux

La PC et les diatribes dont elle fait l'objet s'inscrivent dans les 'guerres des cultures' (*culture wars*) outre-Atlantique : les luttes verbales et (pseudo-) intellectuelles auxquelles se livrent libéraux et conservateurs dans les médias et sur d'autres plateformes publiques. Portant sur l'avortement, la sexualité, la neutralité étatique ou encore le contrôle des armes, ces combats, souvent polémiques, concernent la (re-)définition des valeurs morales et politiques réglementant la vie sociale, privée et intime des citoyens américains. Habituellement, les fronts sont plus ou moins clairs : deux visions du monde et de la société s'affrontent, l'une conservatrice et traditionaliste, l'autre libérale et progressiste. Pourtant, depuis l'avènement des politiques identitaires dans les années 1970s, un fossé s'est creusé au sein même du camp libéral, opposant les libéraux universalistes à ceux qu'on pourrait qualifier de 'libéraux particularistes.' Tandis que les premiers continuent à s'attacher aux valeurs du libéralisme classique – l'égalité des chances, la neutralité étatique (*colorblindness*), la liberté individuelle – les libéraux particularistes, issus pour la plupart des nouveaux mouvements sociaux de l'époque, revendiquent la prise en compte des catégories identitaires à des fins non-discriminatoires et la valorisation des différences en vue de l'émancipation des cultures minoritaires.

Plus revendicateurs en termes de reconnaissance que les libéraux universalistes et voulant s'attaquer aux racines du racisme, du sexisme et d'autres maux sociaux, ces libéraux se sont radicalisés au sens littéral du terme. Puisque la démocratisation de l'espace politique

¹⁴ Cité par Viola Schenz, op. cité, p. 15.

¹⁵ Cf. Charles Gross, *The Danger of Progressive Liberalism: How America Is Threatened by Excessive Government, Multiculturalism, Political Correctness, Entitlement, and the Failures of Both Political Parties*, Bloomington, IN, iUniverse, 2011, pp. 69-71; et Steven Marcus, « Soft Totalitarianism », *The Partisan Review*, 1993, pp. 630-37.

¹⁶ Cf. Alan C. Kors et Harvey A. Silverglate, *The Shadow University: The Betrayal of Liberty on America's Campuses*, New York, The Free Press, 1998, pp. 233-263.

présuppose, à leurs yeux, la démocratisation préalable de la culture, les priorités publiques et les principes politiques doivent être repensés et redéfinis. Si certains groupes sociaux ne disposent pas des mêmes ressources matérielles, psychologiques et symboliques pour s'imposer sur le libre marché des idées, des expressions et de la reconnaissance, le principe du laissez-faire doit être abandonné pour que l'échange des arguments et l'attribution de l'estime sociale puissent être réglés. De même, si l'augmentation des crimes de haine est due à l'extériorisation d'une hostilité intériorisée ou bien à la méconnaissance de l'autre, l'éducation à la diversité et à des sentiments *politiquement corrects* à l'égard des minorités paraît non seulement légitime, mais primordiale à leurs yeux. Ces mesures préviendraient les crimes de haine et l'émergence d'un environnement hostile tout en garantissant les prérequis d'un dialogue réellement libre, c'est-à-dire exempt de rapports de force inégalitaires, à savoir le respect de soi-même et de l'autre, la compréhension réciproque et la civilité en cas de désaccord. Les excès auxquels les défenseurs de la PC se sont laissés porter font souvent oublier ces intentions a priori légitimes et libérales. C'est parce que les droits individuels à la prise de parole en public, à l'épanouissement personnel et au non-conformisme n'étaient de facto pas assurés pour ceux qui différaient d'une norme culturelle héritée de l'histoire que la PC a pu voir le jour. Si « l'exigence de reconnaissance de la différence »¹⁷ qui sous-tend la PC est une fin en soi pour certains militants, d'autres y voient clairement un moyen d'élargir le dialogue libéral ; un outil pour lutter contre l' (auto-) exclusion de ceux qui rencontrent de l'hostilité en raison de leur identité, de leur statut minoritaire ou de leurs modes d'expression.¹⁸

L'interdiction des injures : une question de forme ou de fond ?

Néanmoins, en favorisant l'institutionnalisation de codes de paroles et l'émergence d'une police langagière auto-proclamée, la PC semble avoir inversé les rapports de force au lieu de les équilibrer ou de les éliminer. Les néo-conservateurs tout comme les libéraux modérés ou universalistes condamnent la restriction des propos intolérants, méprisants ou simplement controversés au nom de l'égalité ainsi que l'intimidation systématique¹⁹ de ceux qui les utilisent. Même si elles portent sur les identités fragiles et en manque de reconnaissance des groupes sociaux en voie de démarginalisation, les expressions ne devraient pas être censurées en fonction de leur contenu – non seulement parce que le droit à la libre expression constitue une des libertés individuelles les plus essentielles, mais aussi parce que l'expression des propos non-conformistes, controversés et mêmes erronés contribue au progrès de la société toute entière. Ainsi, les références à John Stuart Mill sont-elles fréquentes dans les débats sur les excès de la PC. « Puisque l'imagination est la clé de la sagesse, John Stuart Mill avait certainement raison de dire que si nous supprimons ce que nous considérons erroné [...] nous perdons un bénéfice presque aussi important que la vérité elle-même, à savoir une perception plus claire et une impression plus vive de la vérité que produit sa confrontation avec

¹⁷ Claudine Haroche et Ana Montoia, « La codification des comportements et des sentiments dans la Political Correctness », *Revue française de science politique* 3 (1995): 379-95, p. 388 et suiv.

¹⁸ Sur la nécessité de reconnaître certaines différences culturelles ou identitaires afin de garantir l'inclusion de toutes les voix dans une démocratie délibérative voir Iris Marion Young, *Inclusion and democracy* (Oxford: Oxford University Press, 2002). Nancy Fraser admet également que la reconnaissance intersubjective des différences culturelles est, dans certains cas, incontournable pour assurer le principe normatif de la 'parité participative' (cf. Nancy Fraser et Axel Honneth, op. cité, pp. 8-71).

¹⁹ Sur l'atmosphère intimidante (*chilling atmosphere*) et l'incitation à l'autocensure créée par la PC voir Nat Hentoff, « 'Speech Codes' On The Campus And Problems Of Free Speech, » *Dissent* 38 (1991); et Barbara Epstein, art. cité.

l'erreur».²⁰ « C'est pour cela que la Constitution protège les expressions nazis, communistes, racistes, sexistes et homophobes [...] : Ils ont peut-être raison. Et s'il s'avère qu'ils ont tort, cela nous fait du bien d'entendre ce qu'ils ont à dire, de telle sorte que nous puissions critiquer leurs croyances et comprendre pourquoi ils se trompent ».²¹ Dans une société libérale, les discours haineux devraient donc susciter plus de dialogue, pas moins. Or, aux yeux des partisans de la PC, cet argument n'est pas valable.

There is no doubt that PC'ers are intolerant of racial slurs, epithets, and remarks indicative of bigotry [...]. [But] [w]hat political opinion is suppressed by not allowing one student to call another 'nigger' or 'spic'? If ensuring decorum is censorship, then most parliaments are totalitarian. For rules of debate usually include provisions about the use of insulting, denigrating, or obscene language. In point of fact, John Stuart Mill argues that what he calls vituperative language should be restrained, because this sort of speech may deter persons from expressing their opinions.²²

Dépourvues de tout contenu à intérêt public, les injures, les épithètes et les remarques exprimant des préjugés ne tomberaient donc pas sous la protection du Premier Amendement. « Dans une société libre, les expressions ne doivent pas mettre en danger la capacité des autres personnes à prendre la parole. Par conséquent, toutes les expressions ne sont pas autorisées ; certains discours peuvent être contraires à la démocratie».²³

Les codes universitaires « de bonne conduite langagière » qui interdisent « [t]oute remarque, tout geste ou encore des commentaires inopportuns, qui peuvent être perçus comme des sous-entendus hostiles ou injurieux » posent néanmoins des problèmes de définition²⁴ tout en soulevant le spectre de la subjectivité.

Some people are 'thick-skinned': words do not hurt them because they refuse to let them hurt. Others will be cast into inward turmoil by small talk, perhaps wounded for life. How much resistance to hurts of the kind in question may we expect of people?²⁵

Comment alors définir le caractère offensif d'une expression ? Quels critères appliquer pour déterminer le seuil de l'indicible ? Est-ce à l'émetteur d'interpréter ses propres mots ou au récepteur d'en évaluer les effets ? Certaines administrations universitaires se sont attachées à formuler des directives de clarification concernant les codes de parole et de bonne conduite pour rappeler que c'est bien l'effet des remarques et non pas seulement l'intention de celui qui les prononce qui compte.

Soyez sûr de bien comprendre la définition du harcèlement. Il est fréquent que quelqu'un se sente blessé par des comportements qui n'avaient au départ rien d'insultant pour ceux qui les ont commis. Le harcèlement se définit tout aussi bien par 'l'effet' que par 'l'intention'. Si votre comportement blesse ou menace quelqu'un, cela peut être du harcèlement même si vous n'en aviez nullement l'intention.²⁶

Il faut donc être particulièrement vigilant pour ne pas harceler une personne par inadvertance. Mieux vaut suivre les cours à la diversité et à la sensibilité pour comprendre qu'il ne faut pas

²⁰ Benno Schmidt cité par Viola Schenz, op. cité, pp. 55-56 (texte original en anglais ; notre traduction; citations internes omises).

²¹ Jonathan Rauch cité par Viola Schenz, op. cité, p. 57 (texte original en anglais ; notre traduction).

²² Jung Min Choi et John W. Murphy, op. cité, p. 129.

²³ Ibid., p. 15.

²⁴ Claudine Haroche et Ana Montoia, art. cité, p. 381, p. 380.

²⁵ Jan Narveson, « Politics, Ethics, and Political Correctness », dans *Political correctness: for and against*, éd. par Marilyn Friedman et Jan Narveson, Lanham, MD, Rowman and Littlefield, 1995, p. 96.

²⁶ Claudine Haroche et Ana Montoia, art. cité, p. 381.

employer le terme ‘mode de vie’ en parlant de l’homosexualité,²⁷ qu’il faut préférer le terme ‘États-Unis’ à celui ‘d’Amérique’ et qu’il vaut mieux interroger les citoyens à la peau foncée sur leur appellation préférée pour ne pas leur assigner une identité qui ne leur convient pas. Ainsi, pour ne donner qu’un exemple, certains citoyens américains de descendance africaine préfèrent le terme ‘Africain-Américains’ afin de réclamer l’héritage de leurs ancêtres, alors que d’autres préfèrent ‘Afro-Américains,’ voire ‘Américains’ tout court, puisqu’ils ne croient pas à une fraternité de sang et de culture avec le continent noir – le terme ‘noir’ étant apparemment complètement désuet et déplacé – à part, peut-être, dans la phrase *Black is Beautiful*.

On comprend alors les critiques de la PC selon lesquelles la sensibilité excessive et obligée envers certains groupes sociaux s’opère au détriment d’un dialogue ouvert et libre – non pas que les mots n’aient le pouvoir de blesser tout autant que les coups, mais parce que forme et contenu se mêlent souvent lorsqu’il s’agit de respecter l’autre. C’est ainsi que l’assimilation de l’homosexualité à une maladie ou bien les recherches sur les bases génétiques de l’intelligence peuvent être assimilées aux propos homophobes et racistes, propos qui méritent d’être censurés selon le mouvement PC.

La reconnaissance des pairs et l’autocensure intra-communautaire

Les exemples mentionnés montrent d’ailleurs que même les interlocuteurs les mieux informés et les mieux intentionnés ne peuvent satisfaire leurs audiences multiples. Maladroitement formulées, même les paroles de louange et de soutien donnent lieu à des accusations de racisme, de sexisme ou d’homophobie. Si tel est le cas, mieux vaut s’abstenir de toute remarque. Barbara Epstein, professeur d’histoire à l’Université de Californie, qui se qualifie elle-même de ‘postmoderne modérée’, parle d’un « processus d’auto-intimidation » qui aurait pour effet de clore toute discussion et de rendre la communication difficile.²⁸

People are being denounced [...] for speaking of Indians rather than Native Americans or blacks rather than African-Americans, or for using the word ‘girl’ rather than ‘woman’ [...]. One can object that we *should* watch what we say: that this is what is required to criticize and, ideally, transform a culture that is deeply imbued with racism, sexism, and homophobia. Still, there is a difference between maintaining a critical awareness of the assumptions behind our language and creating a subculture in which everyone fears being charged with bias or is on the lookout for opportunities to accuse others of it.²⁹

²⁷ Dans un article sur les fondements philosophiques de la PC, James Boyle, professeur de droit à la Duke Law School, explique avec un certain humour pourquoi la communauté gay contemporaine rejette les termes ‘mode de vie,’ ‘préférence sexuelle’ et ‘choix’ :

Identity politics also challenges the liberal vision of homosexuality. Inside the gay community, the ‘queer liberation’ movement turns away from the language of ‘sexual preference’ with its overtones of consumer choice -- vanilla over chocolate, Volkswagen over Honda, gay over straight. What's your preference? Borrowing language from the black nationalist movement, Queer Nation offers instead a picture in which being gay is who they are -- not privately but publicly, not as an unimportant personal consumer foible, but as a fundamental constitutive part of their identity as human beings. The strategy of liberalism -- to make group-ness either something that should be ignored, or something that is to be turned into a consumer choice -- is not just the wrong strategy, it is just plain wrong -- or so says identity politics (James Boyle, « Universalism, Justice and Identity Politics, » art. publié sur le web (2000), <http://james-boyle.com/>).

²⁸ Barbara Epstein, « ‘Political correctness’ and identity politics », *In These Times* (1992): 16-17.

²⁹ Ibid.

Dans deux publications des années 1990s,³⁰ Glenn C. Loury, professeur d'économie à la *Brown University*, a analysé ce processus « d'auto-intimidation » en élaborant une théorie de l'autocensure intra-communautaire. Comme Barbara Epstein, il considère que « [c]e n'est pas la main de fer, mais le gant de velours qui est le véritable problème [causé par la PC] ». ³¹ Autrement dit, la vitalité et l'efficacité de la PC serait moins due aux codes de parole institutionnalisés qu'à la pression exercée par les groupes de pairs. L'autocensure à laquelle les libéraux se soumettent plus ou moins volontairement serait la menace principale qui pèse sur le dialogue libéral. « Si les ennemis connus des idéaux progressistes ont l'habitude de défendre un certain point de vue, alors quelqu'un qui tient à être considéré comme appartenant au bon côté de l'histoire ne peut pas défendre un point de vue similaire sans risquer l'étiquette de réactionnaire ». ³² Pour un libéral qui tient à la reconnaissance de ses pairs, il serait donc plus prudent de soutenir les politiques progressistes de la gauche américaine contemporaine – la discrimination positive, le droit à l'avortement ou encore l'ouverture des programmes d'enseignement au multiculturalisme – tout en utilisant une terminologie *politiquement correcte*. Ceux qui divergent de l'agenda PC ou qui questionnent les méthodes, la rhétorique ou les crédos de la gauche contemporaine tout en soutenant sa cause principale (l'émancipation des minorités), se rendent suspects et risquent l'excommunication. Or, c'est justement parce qu'un vrai fidèle de la cause et de la communauté libérale ne risquerait pas d'être ostracisé par ses pairs qu'un cycle d'autocensure se déclenche, aboutissant à un « équilibre figé des expressions ». ³³

Les réflexions développées par Glenn C. Loury expliquent comment certains termes tels que 'individualisme,'³⁴ 'universalisme,' 'colorblindness,' 'effort,' 'responsabilité,' 'self-help' et 'choix' (pour parler de l'homosexualité) ont pu être monopolisés par la droite américaine, alors que beaucoup d'entre eux faisaient autrefois partie du vocabulaire des progressistes. Dans les débats publics contemporains aux États-Unis, ce sont avant tout les néo-conservateurs qui ne croient pas aux injustices institutionnalisées qui évoquent ces termes pour s'opposer à la discrimination positive, au multiculturalisme et à la libéralisation des mœurs, alors que la gauche, elle, souligne l'impuissance des victimes de l'histoire et l'impossibilité de surmonter les inégalités matérielles et symboliques sans questionner le principe de la *colorblindness*. Il va sans dire que cette scission terminologique et idéologique, cet « équilibre figé des expressions », introduit des distorsions de réflexion et d'argumentation dans les délibérations publiques sur le bien commun en général et sur l'émancipation des minorités en particulier. Si celui qui loue les vertus de l'indépendance, de la discipline et du choix est soupçonné de bigoterie, d'insensibilité et de déloyauté, alors que celle qui rappelle

³⁰ Glenn C. Loury, « Self-censorship in public discourse: a theory of 'political correctness' and related phenomena », *Rationality and Society* 6, no. 4 (1994): 428-61; et *One by one from the inside out: essays and reviews on race and responsibility in America*, New York, Free Press, 1995.

³¹ Glenn C. Loury, 1995, op. cité, p.147.

³² Ibid., p.153.

³³ Ibid.

³⁴ Dans un article de 1989, Alan Charles Kors décrit un incident qui a eu lieu à l'Université de la Pennsylvanie. Une étudiante, membre d'un comité chargé d'examiner l'état de la diversité sur le campus, aurait trouvé le courage d'écrire un mémo pour dénoncer la focalisation sur le collectif au détriment de l'individu. Un membre de l'administration aurait répondu, d'abord en encerclant le terme 'individu,' ensuite en précisant que ce mot est désormais tabou et en plus considéré comme raciste. « Les arguments qui défendent l'individu contre le groupe privilègient [sic] les 'individus' appartenant au groupe majoritaire ou dominant ». (cf. John K. Wilson, *The myth of political correctness: the conservative attack on higher education*, Durham, NC, Duke University Press, 1995, pp. 21-22). Cette anecdote compte parmi les maintes scénarios d'horreurs rassemblés et publiés par la droite anti-PC. Si les militants de la PC ont raison de douter de la représentativité de ces incidents peut-être isolés, les expériences d'intellectuels Afro-Américains comme Shelby Steele ou Glenn C. Loury semblent confirmer la stigmatisation des 'individualistes' par la gauche (cf. Glenn C. Loury, « Individualism before multiculturalism », *Public Interest* 121 (1995): 92-106 ; Shelby Steele, *The content of our character: a new vision of race in America*, New York, Harper Perennial, 1991 et *White guilt: how blacks and whites together destroyed the promise of the civil rights era*, New York, Harper Collins Publishers, 2006).

l'importance du symbolique et la persistance d'attitudes et de structures discriminatoires encoure le risque d'être associée aux extrémistes de la PC, les deux ont intérêt à s'autocensurer – ou bien à ne s'exprimer que dans des cercles très restreints ; des cercles ayant des vues similaires aux leurs, option qui est susceptible d'entraîner (ou de renforcer) la fragmentation du débat public. Ces réflexions montrent en outre que ce sont, en réalité, deux orthodoxies extrémistes qui s'affrontent et que c'est avant tout la liberté de parole des libéraux modérés qui est mise en danger. Ce sont surtout eux qui, tenant à la reconnaissance de leurs pairs libéraux, ne souhaitent pas être soupçonnés d'un conservatisme indifférent aux inégalités structurelles.

Par contre, quand il s'agit de la restriction de la liberté d'expression par la police langagière de la PC, les lamentations des néo-conservateurs manquent de cohérence et de crédibilité. Opposés à la culture « gnanngan »,³⁵ aux « pleurnichards »³⁶ et à l'hypersensibilité et parfois même nostalgique d'un temps où « l'échange d'insultes » étaient tout à fait normal (« ceux qui n'en pouvaient plus étaient invités à se retirer pour lécher leur plaies »),³⁷ les néo-conservateurs n'arrêtent pourtant pas de se plaindre de l'atmosphère d'intimidation créée par la PC. Marilyn Friedman estime à juste titre qu'ils ne devraient pas avoir deux poids, deux mesures : S'ils estiment que les minorités ne devraient pas être protégées des expressions dépréciatives pour qu'ils apprennent à faire face aux situations de conflit, ce principe devrait également s'appliquer à eux.³⁸ Autrement dit, les néo-conservateurs qui croient à la *Bell Curve*³⁹ ou qui estiment que l'homosexualité est une maladie devraient avoir le courage de défendre leurs vues dans un environnement dominé par la gauche PC sans se plaindre d'être appelés racistes ou homophobes.

Démarginaliser les savoirs situés, dé-tabouiser le statu quo : la PC postmoderne

Cela ne résoudrait évidemment pas le problème de la fragmentation du débat public. Celle-ci résulte tout autant du processus d'autocensure qu'on vient d'évoquer, que des fondements philosophiques mêmes de la PC. Cette dernière est étroitement liée aux théories postmodernes d'auteurs français tels que Michel Foucault, Jean-François Lyotard, Jacques Derrida et Jacques Lacan. Contrairement au libéralisme qui tente de faire justice au pluralisme des identités à l'aide d'un universalisme indifférent aux différences, le postmodernisme est « destiné à préserver les différences ».⁴⁰ La revalorisation du particulier, de l'altérité et de la diversité qui est au programme du postmodernisme s'accorde avec 'l'exigence de reconnaissance des différences' formulée par certains groupes sociaux et par les partisans de la PC.

D'une certaine manière, cette ouverture aux différences favorise la « prolifération du dialogue »⁴¹ ; elle contribue à la démarginalisation des voix minoritaires et des savoirs situés. Dans leur livre *The politics and philosophy of political correctness* (1992), Jung Min Choi et John W. Murphy expliquent en plus en détail comment la PC postmoderne ouvre le débat sur les règles de la vie sociale en dé-tabouisant les normes culturelles du statu quo.⁴² Ces dernières ne seraient plus conçues comme résultant des lois naturelles ou de la raison

³⁵ Robert Hughes, *Culture of Complaint: the fraying of America*, New York, Oxford University Press, 1993. (trad. française par M. Leyris, *La culture gnanngan: l'invasion du politiquement correct*, Paris, Arléa, 1994).

³⁶ Cf. Jesse Birnbaum, « Exculpations Crybabies: Eternal Victims », TIME Magazine, June 24, 2001.

³⁷ Jan Narveson, op. cité, pp. 96-97.

³⁸ Marilyn Friedman, op. cite, pp. 5-6.

³⁹ Richard J. Herrnstein et Charles A. Murray, *The Bell curve: intelligence and class structure in American life*, New York, Free Press, 1994.

⁴⁰ Jung Min Choi et John W. Murphy, op. cité, p. xi.

⁴¹ Ibid.

⁴² Les développements s'appuient sur l'analyse de J.M. Choi et J.W. Murphy (op. cité, pp. x-xi, 1-42, 92-127).

objective et universelle, mais des « circonstances historiques » liées à la classe, au genre et à la race. Stanley Fish estime ainsi qu' « un ensemble de règles tout à fait différent aurait pu être accepté comme normal ». ⁴³ N'ayant pas de fondement métaphysique, les normes de la vie sociale reflèteraient plutôt des perspectives et des intérêts sociaux variés. Ce qui est alors mis en question, c'est la tendance des néo-conservateurs « d'externaliser et de déifier les sources de l'autorité », ⁴⁴ tendance qu'ils auraient en commun avec la tradition libérale issue des Lumières dans la mesure où cette dernière aurait une relation quasi-religieuse avec la science. Pour elle, la science incarnerait la raison, plus précisément « la raison désincarnée, éloignée des préoccupations du quotidien ». ⁴⁵ Ces deux manières de présenter les principes et les valeurs de la vie sociale comme objectivement donnés et valables, l'appel à la Nature et à la Raison, permettraient aux conservateurs et aux libéraux universalistes de se cacher derrière « une façade de neutralité ». Or, « [s]i tout savoir est basé sur des hypothèses socialement construites concernant la vérité, les faits et la réalité, une position objective et neutre est une fiction ». ⁴⁶ Autrement dit, si les droits politiques, les valeurs sociales et les critères de la reconnaissance qui continuent à défavoriser certains groupes sociaux ne sont pas dérivés de la « nature de l'homme » ou bien de « valeurs objectives », ils peuvent légitimement être soumis à la critique et à une réévaluation. Ceci implique donc que les règles de la vie sociale qui dominaient autrefois en raison de leur position majoritaire tombent de leur piédestal. « Ce ne sont plus que des possibilités qui doivent entrer en compétition avec d'autres possibilités pour être reconnues ». ⁴⁷ Faisant tous partie de la vague PC, les théories déconstructionnistes, postmodernistes et du genre tout comme le multiculturalisme critique, les *critical legal studies* et le mouvement de réforme des canons littéraires et historiques seraient censés élargir le champ thématique et la portée critique des discussions, ce qui correspondrait à l'esprit de la démocratie. Ce seraient le fondationnalisme des conservateurs et leurs tentatives de 'totaliser' le savoir qui s'apparenteraient à une forme de totalitarisme antilibéral.

[C]ontrary to the spirit of democracy, a reified order is not subject to critique. As a result, debate is restricted to a predetermined range of outcomes. [...] Although conservatives argue for an absolute social foundation, PC'ers are referred to as undemocratic. This is quite ironic. ⁴⁸

La fétichisation des différences et la balkanisation de la Nation

Puisque les fondements philosophiques de la PC sont anti-fondationnalistes, J.M. Choi et J.W. Murphy vont jusqu'à affirmer qu'il n'y « rien de sacré » pour la PC. ⁴⁹ En même temps, les auteurs soulignent que c'est bien une démocratisation de la culture qui est visée par la PC, non pas une renégociation dont l'issue reste inconnue et pleinement ouverte. Ceux qui estiment comme Stanley Fish qu'il n'y a pas de normes universellement valables, ne pensent pas pour autant que « tout est permis ». ⁵⁰ Au contraire, il y a une « myriade de normes » qui exigent toutes d'être reconnues. Puisqu'il s'agit d'adapter les institutions aux différentes pratiques de la société ⁵¹ – de tous les groupes sociaux constitutifs de la société – la reconnaissance des différentes cultures est présentée comme un impératif moral ; aucune ne devrait devoir tolérer

⁴³ Jung Min Choi et John W. Murphy, op. cité, p. 25.

⁴⁴ Ibid., p. 7.

⁴⁵ Ibid., p. xi.

⁴⁶ Ibid., p. 32.

⁴⁷ Ibid., p. xi.

⁴⁸ Ibid., p. 127.

⁴⁹ Ibid., p. 6.

⁵⁰ Ibid., p. 94.

⁵¹ Ibid., p. 6.

d'être infériorisée. « Toute communauté peut [...] exiger d'être respectée ».⁵² Pensée jusqu'au bout, cette position implique qu'il n'est nullement nécessaire de discuter des mérites des différentes communautés constitutives de la société américaine pour répondre à leur 'exigence de reconnaissance'; surtout si on considère que la démocratisation de l'espace politique présuppose celle de la vie sociale et culturelle. Dans tous les cas, les cultures méritent d'être respectées et préservées, ce qui implique également qu'on respecte l'autre *dans* sa différence.

Si certaines critiques de la « monopolisation » de l'universel par la majorité⁵³ et certaines tentatives de renégocier le normal et de redéfinir l'universel (« No universalization without representation! »⁵⁴) sont bien fondées, les opposants de la PC soulignent à juste titre que la « fétichisation des différences » est susceptible d'entraîner un séparatisme identitaire qui rend toute entente difficile. Impossible de trouver un terrain commun ou des points de convergence lorsqu'on doit « montrer ses papiers d'identité avant que le dialogue puisse commencer ».⁵⁵ Puisque les cultures doivent être respectées et *préservées*, elles deviennent impénétrables : c'est donc la fin de l'idéal du *melting pot*. Les conservateurs déplorent par conséquent la balkanisation de la Nation américaine. Au lieu de stimuler la recherche d'une culture réellement commune (c'est-à-dire caractérisée par l'assimilation réciproque des différentes communautés), la PC semble en effet propager une forme de multiculturalisme qui se transforme facilement en un particularisme à tendance essentialiste.

'[D]ifference' is fetishized to such an extent that it is often assumed that there exists an authentic 'female' or 'African-American' experience or being-in-the-world, and that one's experience or social location offers a special authority from which to speak. In its most essentialist manifestations, it is assumed that a group's culture or collective experience cannot be understood by an 'outsider,' [...] This pattern of essentialist posturing and the separatist tendencies it engenders has not and cannot provide a base for a viable political project.⁵⁶

À en croire les récits des opposants de la PC, cet essentialisme identitaire aurait pris des formes inquiétantes sur les campus. Les femmes et les Afro-Américains choisiraient 'l'auto-ghettoïsation' dans les études sur le genre et sur la culture noire, les étudiants appartenant à une minorité sociale se sentiraient mieux positionnés que les autres pour comprendre la nature du racisme, du sexisme et d'autres '– ismes,' tandis que ceux appartenant à la soi-disant majorité (les WASP masculins) ne pourraient échapper à l'accusation d'être imbus de préjugés. Pour ne citer qu'un des conservateurs qui se sont amusés à collectionner des 'scénarios d'horreur' sur la PC : selon Dinesh D'Souza, une des professeures de la *Brandeis University* commencerait ses cours avec « un principe de base du féminisme » selon lequel, dans un monde raciste, classiste et sexiste, tout le monde intérioriserait des attitudes oppressives. « Plus précisément, cela veut dire que la question de savoir si un étudiant blanc est raciste ou un étudiant masculin sexiste ne se pose pas. Ils le sont, tout simplement ».⁵⁷ Inversement, les minorités semblent bénéficier d'une présomption d'innocence quasi-systématique. Ainsi, selon Leonard Jeffries,⁵⁸ professeur Afro-Américain et Afro-centriste du *City College of New York* et bien connu dans les débats sur la PC pour ses commentaires

⁵² Jung Min Choi et John W. Murphy, p. 94 et suiv.

⁵³ Cf. Pierre Bourdieu, « Esprits d'État », *Actes de la recherche en sciences sociales* 96, no. 96 (1993): 49-62.

⁵⁴ Marilyn Friedman, « Codes, Canons, Correctness, and Feminism », dans *Political correctness: for and against*, éd. par Marilyn Friedman et Jan Narveson, Lanham, MD, Rowman and Littlefield, 1995, p. 9.

⁵⁵ Valerie L. Scatamburlo, op. cité, pp. 15-16.

⁵⁶ Ibid.

⁵⁷ Cité par Viola Schenz, op. cité, p. 73.

⁵⁸ Ibid., p. 74.

controversés et souvent racistes (envers les blancs), les Afro-Américains seraient incapables d'être racistes étant donné qu'ils ne possèdent aucun pouvoir institutionnel.

L'exigence de la reconnaissance revisitée

Si les minorités deviennent ainsi intouchables et incritiquables en raison de leur statut de victime et leurs communautés impénétrables en raison de l'impératif moral de la reconnaissance et de la *préservation* des différentes cultures, aucune discussion ne peut avoir lieu sur des sujets qui concernent, pourtant, la société toute entière : que ce soit la pauvreté, l'éducation, la criminalité, la surpopulation carcérale ou bien la résurgence des tendances ségrégationnistes. Le respect des différences, exigé par la PC, permet sans doute d'ouvrir le débat aux voix marginalisées et aux critiques du statu quo, mais les dérives essentialistes et séparatistes auxquelles elle a donné lieu ne s'accordent pas avec les présupposés d'un dialogue ouvert à tous.

Or, ceci ne veut pas dire que ce dernier devrait rester pleinement réceptif à tous les propos. Si on peut tout dire dans une communauté libérale (et donc libérée de la PC), toutes les propositions n'y sont pas reçues de la même manière. Une communauté libérale devrait peut-être autoriser les expressions racistes ou sexistes, mais si ces dernières s'avèrent être convaincantes, elle ne peut céder à 'la force du meilleur argument' sans mettre en cause son fondement : la reconnaissance de l'égalité humaine de tous. Autrement dit, tout en tolérant les expressions des intolérants et des antilibéraux, une communauté qui se dit libérale devrait rester sourde à leurs arguments.

Références bibliographiques

Monographies et ouvrages collectifs

Bloom, Allan D. *The closing of the American mind*. New York: Simon and Schuster, 1988.

Choi, Jung M. et John W. Murphy. *The politics and philosophy of political correctness*. Westport, CT: Praeger, 1992.

D'Souza, Dinesh. *Illiberal education: the politics of race and sex on campus*. New York: Free Press, 1991.

Fraser, Nancy et Axel Honneth. *Redistribution or recognition?: a political-philosophical exchange*. London: Verso, 2001.

Friedman, Marilyn et Jan Narveson. *Political correctness: for and against*. Lanham, MD: Rowman and Littlefield, 1995.

Gross, Charles. *The Danger of Progressive Liberalism: How America Is Threatened by Excessive Government, Multiculturalism, Political Correctness, Entitlement, and the Failures of Both Political Parties*. Bloomington, IN: iUniverse, 2011.

Herrnstein, Richard J. et Charles A. Murray. *The Bell curve: intelligence and class structure in American life*. New York: Free Press, 1994.

Honneth, Axel. *La société du mépris : vers une nouvelle théorie critique*. Ed. par Olivier Voirol. Paris: La Découverte, 2006.

Hughes, Geoffrey I. *Political correctness: a history of semantics and culture*. Oxford: Wiley-Blackwell, 2010.

Hughes, Robert. *Culture of complaint: the fraying of America*. New York: Oxford University Press, 1993.

Kimball, Roger. *Tenured radicals: how politics has corrupted our higher education*. New York: Harper and Row, 1990.

Kors, Alan C. et Harvey A. Silverglate. *The Shadow University: The Betrayal of Liberty on America's Campuses*. New York: The Free Press, 1998.

Loury, Glenn C. *One by one from the inside out: essays and reviews on race and responsibility in America*. New York: Free Press, 1995.

Scatamburlo, Valerie L. *Soldiers of misfortune: the new right's culture war and the politics of political correctness*. New York: Peter Lang Publishing, 1998.

Schenz, Viola. *Political Correctness: eine Bewegung erobert Amerika*. Frankfurt am Main: P. Lang, 1994.

Steele, Shelby. *The content of our character: a new vision of race in America*. New York: Harper Perennial, 1991.

Steele, Shelby. *White guilt: how blacks and whites together destroyed the promise of the civil rights era*. New York: Harper Collins Publishers, 2006.

Sykes, Charles J. *A nation of victims: the decay of the American character*. New York: St. Martin's Press, 1992.

Young, Iris M. *Inclusion and democracy*. Oxford: Oxford University Press, 2002.

Articles académiques

Bourdieu, Pierre. «Esprits d'État», *Actes de la recherche en sciences sociales* 96, no. 96 (1993): 49-62.

Boyle, James. « Universalism, Justice and Identity Politics », art. publié sur le web (2000), <http://james-boyle.com/>.

Epstein, Barbara. « 'Political correctness' and identity politics », *In These Times* (1992): 16-17.

Haroche, Claudine et Ana Montoia. «La codification des comportements et des sentiments dans la Political Correctness», *Revue française de science politique* 3 (1995): 379-95.

Hentoff, Nat. « 'Speech Codes' On The Campus And Problems Of Free Speech » *Dissent* 38 (1991).

Loury, Glenn C. «Individualism before multiculturalism», *Public Interest* 121 (1995): 92-106.

Loury, Glenn C. «Self-censorship in public discourse: a theory of 'political correctness' and related phenomena», *Rationality and Society* 6, no. 4 (1994): 428-61.

Marcus, Steven. « Soft Totalitarianism », *The Partisan Review* (1993): 630-37.

Articles de journal

Arlette, Saenz L. « Obama Calls Californian Kamala Harris 'Best Looking' Attorney General », *ABC News*, April 6, 2013.

Chait, Jonathan. « Obama in Need of Gender Sensitivity Training », *New York Magazine*, April 4, 2013.

« Obama calls Kamala Harris 'best looking attorney general' », *KCRA 3 News*, April 4, 2013.